

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le **23 MARS 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 mars 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METAL X**

ZI du Vieux Mottay, 645 route de la Dranse  
74500 AMPHION LES BAINS

Références : 20230315-RAP-OpcProduitsChimiquesMetalx  
Code AIOT : 0006104665

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement METAL X implanté ZI du Vieux Mottay 645, route de la Dranse 74500 Publier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion et à l'emploi de produits chimiques dans les installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METAL X
- ZI du Vieux Mottay 645, route de la Dranse 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METAL X est spécialisée dans le traitement de surface et le revêtement des métaux, en vrac et à la tâche pour l'industrie automobile, les applications électriques et le BTP. Elle emploie 45 salariés et comprend outre ses chaînes de traitement, une station de traitement des effluents, une structure de contrôle de la qualité, un laboratoire.

Les activités ont été autorisée par arrêté du 14 mai 1996 au bénéfice de la société Chromélectro. Un changement d'exploitant est intervenu en 2001 au bénéfice de la société METAL X et l'arrêté préfectoral précité a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires.

**Thème de le visite :** modalités de gestion et d'utilisation des produits chimiques

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Proposition de suites à l'issue de l'inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|---|-----------------------|
| 3  | Dispositions générales relatives aux capacités de rétention - Compatibilité | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I   | Lettre de suite préfectorale                        | 5 mois                |
| 5  | Dimensionnement des rétentions des chaînes de traitement                    | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-III |   | 3 mois                |
| 6  | Rétention des ouvrages de traitement des effluents contenant du CN et du Cr | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-IV  |   | 3 mois                |
| 7  | Zones de chargement, déchargement et transit des produits chimiques         | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-V   |   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                                |
|----|---|--|
| 1  | Etiquetage des produits chimiques                     | Règlement européen du 16/12/2008, article 17           |
| 2  | Fiche de données de sécurité                          | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5 |
| 4  | Dimensionnement des rétentions des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II         |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, nous avons constaté quelques écarts réglementaires dans la gestion des produits chimiques. Nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

### **Sous un délai de 15 jours**

- faire réparer la mesure électronique du niveau de la cuve de stockage d'acide chlorhydrique en vrac,

### **Sous un délais d'un mois**

- transmettre les justificatifs du curage de la rétention de 49,8 m<sup>3</sup> de l'établissement,

### **Sous un délai de 3 mois**

- démontrer l'absence de risque de réactions exothermiques dangereuses en cas de mélange de bains acides et basiques dans chaque rétention de l'atelier, compte tenu des dilutions de ces produits dans le conditions de leur utilisation.

En l'absence d'une telle démonstration, il conviendrait de séparer les rétentions,

- Dans la station de traitement des effluents de l'établissement, faire les modifications nécessaires (déplacement du bac contenant des eaux cyanurées, déplacement du muret de démarcation entre la zone des cyanures et le reste de la station...) afin d'éviter tout risque d'épandage de liquides cyanurés en dehors de la zone qui leur est destinée,
- établir un projet de mise en place d'une vanne d'isolement sur le réseau pluvial, destinée à empêcher tout rejet en cas de déversement accidentel hors de la zone sécurisée de déchargement, lors d'une livraison de produits chimiques conditionnés,

### **Sous un délai de 5 mois**

- déplacer le stockage d'acide chlorhydrique présent au dessus des bains usés alcalins, dans des conditions ne présentant pas de risques de mélange avec des substances incompatibles, notamment basique ou cyanurées,

Par ailleurs, à titre d'observation, nous demandons à l'exploitant :

- de tenir à la disposition de l'inspection les demandes de mise à jour des FDS qu'il transmet à ses fournisseurs et de veiller à ce que ces demandes couvrent l'intégralité des produits qu'il utilise et qui font l'objet d'une telle fiche.

## 2-4) Fiches de constats

|   |
|---|
| <b>N° 1 : Etiquetage des produits chimiques</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.  |
| <b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté que les produits chimiques étaient stockés dans leurs emballages commerciaux, constitués en majorité de bidons en plastique. L'étiquetage réglementaire était présent sur ces emballages et en particulier les pictogrammes. Ces pictogrammes étaient également présents sur les cuves de traitement de surface dans l'atelier. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

|   |
|---|
| <b>N° 2 : Fiche de données de sécurité</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Nous avons examiné par sondage les trois fiches de données de sécurité suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acide nitrique à moins de 65 %,</li> <li>• Cyanure d'argent "1kg double",</li> <li>• Soude caustique.</li> </ul> <p>Nous n'avons pas constaté d'écart relatif aux conditions de stockage, ni de manipulation par rapport aux informations des FDS.</p> <p>En revanche, les dernières révisions des ces fiches, datées respectivement du 19 avril 2017, du 12 juin 2020 et d'avril 2018, ne contenait pas, en particulier, d'identifiant unique de formulation (UFI) tel que prévu par le règlement 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement Reach.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué qu'il demandait chaque année les mises à jour de toutes ses FDS à ses fournisseurs. Il nous a présenté des courriers électroniques du 3 et du 8 mars 2023 qui n'ont pas donné lieu à la transmission de FDS à jour concernant les produits précités.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant nous a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• chaque nouveau salarié est informé des risques et des consignes de manipulation des produits qu'il est susceptible d'employer ou auquel il est susceptible d'être exposé dans le cadre de ses fonctions. Les consignes lui sont rappelées par le personnel d'encadrement,</li> <li>• au niveau des chaînes de traitement, seuls les "metteurs aux bains" sont susceptibles de manipuler les produits chimiques et ils ont accès aux FDS, au moyen du réseau informatique de l'établissement, comme nous avons pu le constater lors de l'inspection,</li> <li>• lors du nettoyage des chaînes, un membre du personnel d'encadrement est systématiquement présent dans chacune des équipes et fait passer aux autres opérateurs les consignes de sécurité.</li> </ul> <p>Enfin, dans les ateliers, les opérateurs présents à proximité des chaînes mécanisées sont informés des dangers des produits, disposent des EPI adaptés et connaissent les consignes concernant leur port.</p> |
| <p><b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les demandes de mise à jour des FDS qu'il transmet à ses fournisseurs et de veiller à ce que ces demandes couvrent l'intégralité des produits qu'il utilise et qui font l'objet d'une telle fiche.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |



|   |
|---|
| <b>N° 3 : Dispositions générales relatives aux capacités de rétention – Compatibilité des substances</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés.</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>...</p> <p><b>Constats :</b> L'établissement dispose de rétentions revêtues permettant le confinement des écoulements spécifiques. Une alarme signale la présence de liquides en point bas. Lors de l'inspection, nous avons vérifié la bonne marche de l'alarme correspondant à la rétention des stockages des rinçages non cyanurés.</p> <p>Nous avons par ailleurs constaté : la présence d'une cuve cylindrique d'acide chlorhydrique en plastique, disposant de sa propre rétention concentrique en plastique également, disposée au dessus de cuves contenant des bains usé alcalins, eux mêmes dans une rétention maçonnée. Cette situation ne nous paraît pas satisfaisante dans la mesure où, en cas de débordement de la cuve d'acide lors de son remplissage ou suite au percement de la cuve d'acide du fait d'une cause unique (mode commun lié à un effet missile, un accident de manipulation de matériel...), il existe un risque de réaction exothermique dangereuse entre les solutions acides et basiques.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de déplacer sous 5 mois le stockage d'acide chlorhydrique dans des conditions ne présentant pas de risques de mélange avec des substances incompatibles, notamment basiques ou cyanurées.</p> <p>Par ailleurs, le remplissage des bacs est visible sur une supervision depuis le laboratoire. Lors de l'inspection, la mesure de niveau de la cuve d'acide chlorhydrique précitée était indisponible. Nous avons néanmoins constaté sur la jauge à flotteur du bac que son remplissage était environ de 60 % de sa capacité.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de faire réparer sous 15 jours la mesure électronique du niveau, notamment pour éviter tout incident lors des remplissages par dépotage depuis l'extérieur.</p> <p>L'établissement dispose en outre d'une rétention générale de capacité nominale 49,8 m<sup>3</sup>.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué la présence de boues dans cette rétention, qui occupaient environ 40 % de son volume et qu'il était en attente d'un devis pour la faire curer. L'opération devrait avoir lieu en avril 2023. Nous avons constaté par l'ouverture d'une trappe que cette rétention générale n'était pas vide, sans pouvoir évaluer le volume de boues présentes.</p> <p>Nous demanderons à l'exploitant de transmettre les justificatifs de sa réalisation sous un mois.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 mois   |

|  |
|--|
| <b>N° 4 : Dimensionnement des rétentions des produits chimiques</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;</li> <li>• dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li> </ul> <p>Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m<sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p> <p><b>Constats :</b> Les stockages de produit chimiques sont sous clé et sur rétentions dimensionnées selon les dispositions réglementaires. En particulier, les produits cyanurés disposent d'un stockage spécifique doté de sa propre rétention. Par ailleurs, il n'y a pas de stockage enterré. Enfin, les déchets de boues d'hydroxydes sont stockés à l'abri dans des big bags.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

|  |
|--|
| <b>N° 5 : Dimensionnement des rétentions des chaînes de traitement</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-III   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des cuves associées.</li> </ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.</p> <p>...</p> |
| <p><b>Constats :</b> Nous avons constaté, dans les ateliers, que des cuves de traitement contenant des acides et des bases étaient situées dans une même rétention.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de démontrer sous 3 mois l'absence de risque de réactions exothermiques dangereuses en cas de mélange de bains acides et basiques dans une rétention, compte tenu des dilutions de ces produits dans les conditions de leur utilisation. En l'absence d'une telle démonstration, il conviendrait de séparer les rétentions.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

|  |
|--|
| <b>N° 6 : Rétention des ouvrages de traitement des effluents contenant du CN et du Cr</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-IV  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation seront munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire sera construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p> <p>La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Le traitement des effluents cyanurés est dissocié de celui du reste de la station d'épuration. L'exploitant nous a indiqué que la fosse de cette partie était équipée d'une alarme. Nous n'avons pas procédé à un essai compte tenu de l'exiguïté de l'accès à la zone de la fosse dans laquelle se trouve le flotteur.</p> <p>Toutefois, nous avons constaté qu'un bac fixe de collecte des rinçages cyanurés se trouvait partiellement à l'aplomb de la partie de la station destinée aux effluents non cyanurés. En cas de rupture du bac, les effluents qu'il contient sont susceptibles de se déverser hors de la rétention de 18 m<sup>3</sup> destinée aux eaux cyanurées.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de faire les modifications nécessaires (déplacement du bac, déplacement du muret de démarcation entre la zone des cyanures et le reste de la station...) afin d'éviter tout épandage de liquides cyanurés en dehors de la zone qui leur est destinée dans la station d'épuration.</p> <p>Le revêtement utilisé dans la station de traitement des effluents est adapté aux produits susceptibles de s'y répandre.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

|   |
|---|
| <b>N° 7 : Zones de chargement, déchargement et transit des produits chimiques</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-V  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.</p>  |
| <p><b>Constats :</b> L'aire de dépotage est étanche et son périmètre partiellement couvert est muni d'un bourrelet en béton permettant de confiner d'éventuels écoulements. Sur cette zone, plusieurs stockages de produits chimiques sont présents, la plupart disposant d'une rétention supplémentaire dédiée.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué que cette aire était dotée de 2 vannes d'évacuation normalement fermées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'une, ouverte lors de chaque dépotage, afin de diriger tout épandage vers la rétention de l'établissement de volume 49,8 m<sup>3</sup>,</li> <li>• l'autre, ouverte régulièrement, pour évacuer les eaux pluviales qui sont rejetées après traitement par un séparateur d'hydrocarbures au réseau communal dédié. En cas de déversement accidentel d'un des stockages présents sur cette zone, la vanne de vidange des eaux pluviales ne serait pas ouverte et les produits pourraient ainsi être récupérés.</li> </ul> <p>Par ailleurs, lors d'une livraison de produits conditionnés, le camion se stationne à côté mais en dehors de cette surface sécurisée. En cas de renversement de produit chimique, l'écoulement rejoindrait alors directement le réseau pluvial et traverserait le séparateur d'hydrocarbure non conçu pour traiter de tels liquides.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant d'établir sous un délai de 3 mois un projet de mise en place d'une vanne d'isolement sur le réseau pluvial, destinée à empêcher tout rejet en cas de déversement accidentel lors d'une livraison de produits chimiques conditionnés. En dehors des périodes de livraison, cet organe resterait ouvert.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |